



NUMÉRO 1 - DECEMBRE 2024



Newsletter

SOMMAIRE

Page 3

Edito

Page 4

L'Actu en photo

Page 5

A ne par rater !

Page 6

La France en Asie

Page 7

Géopolitique - Deuxième mandat de Trump : la défense de Taiwan remise en question

Page 9

Défense

- Opérations de guerre hybride chinoises

- La Corée du Nord en Ukraine

Page 12

Politique intérieure – Crise politique sans précédent en Corée du Sud

Page 15

Société – Féminisme en Corée du Sud : entre réalité et idéalisation

EDITO

Par Quentin LEYS,
coordinateur du Club Asie-Pacifique 2024-2025

Vous l'attendiez, la voici, c'est le retour de la Newsletter du club Asie-Pacifique de l'AEGE. Pour ce premier numéro de l'année 2024-2025, nous irons pêle-mêle de la Corée du Nord à l'Ukraine, de la Chine à la Corée du Sud, de Taïwan aux États-Unis... Car oui, se pencher sur l'actualité de l'Asie implique de ne pas se limiter uniquement aux seuls pays du continent, de par l'importance qu'ils occupent dans les enjeux globaux et plus particulièrement dans le contexte de guerre économique entre la Chine et les États-Unis dans la lutte que mènent les deux géants pour la place de première puissance mondiale.

Ce n'est donc pas par hasard que la seconde élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis d'Amérique sera l'un de nos fils rouges de cette première édition et sera abordée tant au niveau économique que géopolitique. On se souvient notamment de la virulence des sanctions économiques prises par l'administration Trump en 2016 à l'encontre de l'Empire du milieu. Si la présidence de Joe Biden (2020-2024) a marqué un apaisement dans les relations commerciales, c'est davantage sur le plan géopolitique que les deux superpuissances se sont opposés. Le dossier taiwanais, avec en point d'orgue la visite de Nancy Pelosi en août 2022, avait poussé Pékin à intensifier ses manœuvres de déstabilisation dans le détroit de Taiwan. Ces dernières sont désormais plus vigoureuses que jamais, dans le sillage de la réélection du PDP à la présidence de Taïwan en novembre 2023, fil rouge de notre newsletter de l'an dernier.

Toutefois, les récentes déclarations de Trump, taxant l'île d'avoir « volé » les semi-conducteurs américains sèment un doute quant à la ligne qui sera adoptée par les États-Unis, garant de la survie de Taipei sur le plan militaire, et donc tributaire de l'équilibre en Asie-Pacifique. Tous les yeux sont braqués sur la région, désignée comme le principal théâtre potentiel de conflit à venir dans le monde.

Économie, défense, diplomatie, société et politique : la newsletter du Club Asie est de retour, bonne lecture !

L'Asie au cœur des BRICS

Le 16^e sommet des BRICS, qui s'est déroulé à Kazan en octobre dernier, a mis en lumière le rôle central de l'Asie au sein de cette organisation en pleine expansion. Avec des acteurs majeurs comme la Chine et l'Inde, et l'engagement croissant de partenaires asiatiques tels que l'Indonésie, la Malaisie ou le Vietnam, l'Asie s'impose comme un moteur démographique et économique de premier plan. Cette photo illustre un moment clé où le continent affirme sa position stratégique dans la transformation des équilibres mondiaux portée par les BRICS.



Modi et Xi : vers un rapprochement stratégique

Xi Jinping et Narendra Modi se sont rencontrés à Kazan, en Russie, en marge du sommet des BRICS, marquant leur première réunion bilatérale en cinq ans. Dans un contexte de tensions prolongées entre l'Inde et la Chine, les deux dirigeants ont affirmé leur volonté de « stabiliser et reconstruire les relations bilatérales », selon le ministère des Affaires étrangères indien. Récemment, un accord a été conclu sur le différend frontalier concernant la Line of Actual Control (LAC), un geste significatif qui pourrait non seulement apaiser les tensions, mais aussi ouvrir la voie à une coopération renforcée et à de nouvelles opportunités stratégiques.

Le chiffre du mois

45

C'est le nombre de militants pro-démocratie condamnés à des peines de prison le 19 novembre dernier à Hong Kong. Ces activistes avaient été impliqués dans les manifestations de 2019, qui s'opposaient à la présence croissante de Pékin sur la région. Depuis l'adoption en 2020 de la loi sur la sécurité nationale, leur rôle dans les manifestations a conduit à des peines sévères, pouvant aller jusqu'à 10 ans de prison. Benny Tai Yiu-ting a écopé de la peine la plus lourde, tandis que d'autres militants comme Joshua Wong et Claudia Mo ont également été condamnés. Ces verdicts interviennent dans un contexte de tensions croissantes autour des libertés publiques à Hong Kong.

L'info à ne pas rater

Le 27 octobre 2024, le Parti Libéral-Démocrate (PLD) du Premier ministre japonais Shigeru Ishiba a subi une défaite historique lors des élections législatives qu'il avait lui-même convoquées, seulement 26 jours après sa nomination. Pour la première fois depuis 2009, le PLD a perdu sa majorité à la chambre basse du Parlement, n'obtenant que 215 sièges, loin des 233 nécessaires pour gouverner.

Ce revers électoral, exacerbé par des scandales de corruption et un désenchantement croissant des électeurs, marque un tournant inédit pour le PLD, qui a dominé la politique japonaise pendant près de 69 ans. Malgré l'ampleur de la débâcle, Shigeru Ishiba a écarté l'idée de démissionner, affirmant sa volonté de tenir bon face à une opposition fragmentée et dans un climat politique tendu.

Partenariat avec l'ASEAN

La quatrième réunion du Comité de Partenariat ASEAN-France a renforcé la coopération pour un développement durable en Asie du Sud-Est. Des projets clés sur la qualité de l'air, la gestion des déchets maritimes et l'efficacité énergétique ont été discutés, ainsi qu'une initiative pour un réseau électrique régional intégré d'ici 2045. La France a doublé son engagement financier envers L'ASEAN, atteignant 10 millions d'euros en 2024, et a lancé un fonds ASEAN-France pour soutenir des initiatives durables, témoignant d'un partenariat solide et inclusif.

Coopération universitaire

La France et la Chine célèbrait le 60ème anniversaire des relations diplomatiques franco-chinoises. Lors d'un colloque international les 22 et 23 novembre à l'Université des Langues Étrangères de Pékin, 180 enseignants et responsables de français se sont réunis pour célébrer le 60ème anniversaire des relations franco-chinoises et participer à un séminaire de formation, en partenariat avec l'Ambassade de France, à l'occasion de la Journée internationale des professeurs.

Lutte contre les trafics

Du 20 au 22 novembre à Bangkok, un séminaire organisé par l'ambassadeur de France en Thaïlande et la DGDDI a réuni des experts français et partenaires thaïlandais, dont le Thai Customs Department et l'ONCB, pour renforcer la coopération dans la lutte contre les trafics de drogues en Asie du Sud-Est.

Les Japonais aiment le Beaujolais

Le Japon est le plus gros importateur de Beaujolais nouveau avec 20,3% des importations mondiales en 2024. Le Beaujolais est devenu tendance au Japon car présenté comme un produit de luxe et soutenu par des stratégies marketing efficaces.

Deuxième mandat de Donald Trump

La défense de Taïwan remise en question

Les débats autour de l'implication des États-Unis dans la diplomatie mondiale est apparu comme un sujet phare de cette campagne, avec deux visions du monde parfaitement opposées. Celle qui s'est imposée, souhaite remettre en question le statut de « *gendarme du monde* » avec une volonté de se désaligner des alliances ne présentant pas de bénéfice direct à la puissance étasunienne.



Dans ce contexte, le candidat Républicain à la Maison Blanche n'a pas hésité à semer le trouble chez les Taïwanais. Effectivement, le sujet avait été abordé lors de la campagne, et avait fait l'objet d'énormes sorties controversées de la part de Donald Trump. Interrogé en novembre dernier sur l'implication ou non des États-Unis dans la défense de Taïwan, « ils devraient nous payer pour notre protection » a-t-il rétorqué.



Il a ensuite multiplié les prises de parole sur le sujet de manière frontale d'abord en considérant que Taïwan aurait volé les technologies de semi-conducteurs aux États-Unis ; puis de manière indirecte via son perroquet Elon Musk.

Celui-ci déclarant que « Taïwan est un peu ce que Hawaï est aux États-Unis, une partie intégrante de la Chine ». Ces déclarations qui ont choqué au sein du pouvoir Taïwanais, remettent ainsi sérieusement en question l'implication future des États-Unis dans la défense de l'île face au géant chinois.



Sens de l'ironie ou simple coïncidence, le président Taiwanais était en visite à Hawaï ce 30 novembre dernier et a rappelé le besoin d'apaisement et de continuité dans l'implication américaine afin d'éviter toute forme d'escalade à l'avenir. Néanmoins, nul doute que certaines cartes de la diplomatie étasunienne seront rebattues à partir du 20 janvier prochain, date de l'investiture de Donald Trump.

Joseph TEDESCHI



Opérations de guerre hybride chinoises



Le vraquier chinois **Yi-Peng 3** est sous le feu des projecteurs après des coupures inexplicables de deux câbles sous-marins en mer Baltique, essentielles pour les télécommunications régionales. Naviguant dans la zone au moment des incidents les 17 et 18 novembre, ce navire a depuis été immobilisé dans le détroit de Kattegat, sous la surveillance des marines danoise et suédoise. Bien que Pékin dément toute implication, les soupçons d'un possible acte de sabotage planent dans un contexte de guerre hybride et de tensions exacerbées en Europe.

Dans une affaire similaire ayant marqué l'année 2023, un autre navire chinois, le **Newnew Polar Bear**, avait été impliqué dans une série d'incidents liés à des infrastructures maritimes stratégiques. Soupçonné de manœuvres suspectes à proximité d'un pipeline de gaz entre la Norvège et l'Allemagne, le navire avait été accusé de déploiements intentionnels de drones submersibles pour collecter des informations ou perturber les infrastructures sous-marines. Bien que la Chine ait également nié tout lien avec ces activités, cet événement avait renforcé les inquiétudes des pays européens quant à la vulnérabilité de leurs infrastructures critiques face aux interventions étrangères. Ces précédents résonnent aujourd'hui avec l'affaire du Yi-Peng 3, alimentant les spéculations sur un modèle plus large d'interventions maritimes coordonnées.

Une alliance qui inquiète : la Corée du Nord et la Russie en Ukraine



Les tensions géopolitiques s'intensifient avec les informations sur l'envoi de soldats nord-coréens en Ukraine pour soutenir la Russie. Selon des agences de renseignement sud-coréennes et ukrainiennes, entre 1 500 et 12 000 soldats nord-coréens auraient été déployés dans l'oblast de Kursk. Bien que Moscou et Pyongyang démentent ces allégations, cette alliance militaire croissante soulève des préoccupations globales.

Séoul craint notamment que la Russie récompense la Corée du Nord en lui fournissant des technologies militaires avancées, renforçant ainsi ses capacités balistiques et nucléaires. Ces transferts aggravent les menaces dans la région Asie-Pacifique où la Corée du Sud se retrouve en première ligne.

Noah LEROY-LIBERGE

Corée du Sud : Crise Politique Sans Précédent Entre Élections et Loi Martiale



En moins d'une année, la Corée du Sud a plongé dans une crise politique majeure, marquée par des élections législatives historiques en avril et la proclamation de la loi martiale par le président Yoon Suk Yeol en décembre.

Un revers électoral historique

Le 11 avril 2024, les élections législatives ont infligé un coup dur au président Yoon et à son parti conservateur, le Parti du Pouvoir au Peuple (PPP). Le Parti démocrate, dirigé par Lee Jae-myung, a remporté 176 sièges sur les 300 de l'Assemblée nationale, consolidant sa position de force dominante. Ce résultat, bien qu'insuffisant pour une majorité qualifiée de 200 sièges, a marqué un rejet populaire des conservateurs. De nouveaux acteurs, comme le parti émergent Reconstruire la Corée, ont aussi profité de la méfiance générale envers les deux grandes formations.

Malgré cette victoire, la campagne électorale a été ternie par des discours polarisants et des attaques personnelles, exacerbant un climat politique tendu. L'agression subie par Lee Jae-myung en janvier dernier symbolise la montée de la violence et de la désinformation.

Un président acculé

Huit mois plus tard, ce mardi 3 décembre, le président Yoon Suk Yeol a déclaré l'état d'urgence et instauré la loi martiale. Dans une allocution télévisée, il a justifié cette mesure par la nécessité de protéger le pays des "éléments subversifs" et des "menaces communistes" attribuées à l'opposition qu'il accuse d'être noyauté par des agents Nord-Coréens. La décision a immédiatement déclenché une levée de boucliers du Parti démocrate, qui a convoqué une réunion d'urgence pour organiser une riposte.

Ce tournant autoritaire intervient après une série de blocages institutionnels. Avec un Parlement largement contrôlé par l'opposition, Yoon n'a pas pu faire passer son budget ou ses réformes. Les tensions se sont aggravées par des scandales touchant l'entourage du président et une défiance croissante du public.

Quel avenir pour la démocratie sud-coréenne ?

La situation en Corée du Sud suscite l'inquiétude des observateurs internationaux. Si les mesures exceptionnelles de Yoon visent à rétablir l'ordre, elles pourraient approfondir la fracture entre les camps politiques et attiser de nouvelles tensions sociales. Alors que la démocratie sud-coréenne, souvent saluée comme un modèle, est mise à l'épreuve, les semaines à venir seront cruciales pour l'avenir du pays.

Louis EHR et Noah LEROY-LIBERGE

Féminisme en Corée du Sud : Entre réalité et idéalisation

Les "4B" : un manifeste radical

Au cœur de ce débat se trouve le concept des "4B" (bihon, bichulsan, biyeonae et bisekseu), qui prône un rejet total du mariage, de la maternité, des relations amoureuses et des relations sexuelles avec des hommes. Ce slogan radical incarne la volonté de certaines féministes sud-coréennes de s'affranchir complètement des structures patriarcales, un positionnement qui suscite à la fois fascination et incompréhension, notamment sur les réseaux sociaux.

Ces femmes entendent s'affranchir des diktats du patriarcat et notamment des diktats sur les apparences : plusieurs militantes s'affichent sans maquillage et les cheveux courts sur les réseaux sociaux en signe de protestation. Il faut par ailleurs savoir que l'industrie du cosmétique représente l'industrie la plus lucrative du pays avec un succès marqué à l'international.

Une fracture entre perception et réalité

Alors que le féminisme sud-coréen gagne en visibilité à l'international, il reste confronté à de nombreux obstacles sur le terrain. La divergence entre les discours médiatiques étrangers et les réalités locales illustre une fois de plus comment les mouvements sociaux peuvent être déformés voire instrumentalisés lorsqu'ils sont traduits dans des contextes culturels différents.

En conclusion, si le féminisme sud-coréen suscite un intérêt croissant, il est essentiel de s'interroger sur les filtres culturels et médiatiques qui façonnent notre compréhension.

Féminisme en Corée du Sud – Quand l'idéal se frotte à la réalité

Le féminisme sud-coréen, souvent présenté sur les réseaux sociaux comme un mouvement progressiste et influent, cache une réalité bien plus complexe et nuancée. Cette dichotomie entre perception internationale et contexte local soulève des questions sur l'influence des algorithmes occidentaux, notamment américains, dans la diffusion de ces idées.

Visibilité internationale biaisée : entre idéalisation et algorithmes

Les plateformes comme TikTok jouent un rôle clé dans la popularisation du féminisme sud-coréen, mais cette visibilité est souvent biaisée par des algorithmes qui favorisent une interprétation « romantique » et idéalisée du mouvement. Les discours occidentaux, en particulier américains, dominent les discussions, amplifiant certaines facettes tout en masquant les tensions locales. Cette influence est visible jusque dans les origines du mouvement, fortement inspiré par les études de genre développées aux États-Unis, notamment par des figures ayant étudié en Californie.

Stigmatisation locale et militantisme sous pression

En Corée du Sud, les féministes militant ouvertement se heurtent à une stigmatisation intense. Le sujet, bien que médiatisé à l'international, reste un tabou pour de nombreuses militantes locales qui préfèrent agir dans l'ombre. Le président conservateur actuel a même mobilisé des franges masculinistes de sa base électorale lors de sa campagne, soulignant les tensions sociopolitiques autour du féminisme.

Un exemple frappant s'illustre dans les manifestations et les blocus qui prennent place depuis le 11 novembre dans les universités exclusivement féminines sud coréennes. Les étudiantes protestent contre l'admission d'hommes dans ces établissements et tiennent à défendre la non-mixité : « Plutôt périr qu'ouvrir nos portes ».